

IFRE à Prague le 10 juillet 2008

Máté Zombory

Selon le langage quotidien et souvent aussi dans les études scientifiques, le lien entre identité nationale et territoire est évidente : toutes les nations se tiennent dans un espace géographique délimité, ou s'efforcent d'en avoir un. Dans cette vision dominante, l'existence de chaque nation implique celle de toutes les autres. Selon la logique territoriale de la représentation culturelle de la nation, la terre est couverte par une mosaïque de nations distinctes et délimitées dans l'espace. Un territoire n'appartient qu'à une seule nation et chaque territoire est la propriété d'une nation. Par conséquent, chaque personne appartient à une seule nation, et donc à un seul territoire. Cette géographie nationale rend naturelle la relation entre les gens et les lieux comme un lien entre nation et territoire. Le problème de spatialité se réduit donc à la juste répartition des territoires entre les nations.

On pourrait dire que tout cela est normal, mais on constate plutôt qu'il s'agit d'une norme imposée par le système mondial et dominateur d'Etat-nation. L'Etat national exerce son pouvoir parmi d'autres par l'organisation de l'espace, en le transformant en territoire. A travers la territorialisation, la vie sociale se représente comme un atlas du monde sur lequel les nations – en fait les Etats souverains – se signalent par des couleurs unies bien différentes les unes des autres. Les frontières entre les pièces du puzzle en couleurs sont évidentes et abstraites : elles séparent des entités de nature identique et circonscrivent des populations censées être culturellement homogènes. La norme territoriale d'Etat-nation rend l'identité nationale à la fois universelle et particulière. Universelle, parce que tous les individus doivent faire partie d'une nation possédant exclusivement un territoire délimité, et cette possession est la même partout ; et particulière, parce que les nations occupent des territoires non substituables, définis par leur situation géographique. La notion de patrie, ou plutôt celle de « heimat » se réfère à la particularité spatiale des identités nationales.

Je voudrais faire deux remarques rapides concernant la représentation culturelle normative en question. La première, c'est qu'elle exclue la possibilité des appartenances de type différent. La vie sociale contemporaine donne plusieurs exemples de formes

d'appartenance qui sont différentes de celle produite par l'Etat-nation. Aujourd'hui, de nombreuses personnes appartiennent à la fois à plusieurs lieux (physiques ou virtuels), et beaucoup de communautés s'organisent selon des intérêts, des goûts et des valeurs partagés sans forcément se situer sur le même territoire ou dans un cadre national. Plusieurs processus, issus de déplacements produits par la mondialisation culturelle, par les migrations de masse, par la mobilité ou par la communication médiatisée et mondialisée mettent en question le lien entre identité et territoire. Ces phénomènes font réagir les États-nations, qui ont perdu leur monopole dans la production des appartenances (nationales).

La deuxième remarque du fonctionnement de la norme territoriale d'Etat-nation est que, même si certains des phénomènes mentionnés n'apparaissent pas dans le cadre national, ils sont réinterprétés et souvent mobilisés sous forme de menaces, ainsi par exemple dans le cas de la question des migrations internationales. Cacher les possibilités alternatives d'appartenance, ou les traiter comme si elles étaient dangereuses, sont deux éléments de la stratégie étatique de la représentation culturelle de la nation.

Ces deux remarques montrent bien que l'entreprise normalisatrice de l'Etat-nation ne se réalise pas complètement : une norme produit toujours des résidus contre lesquels il se définit. Il suffit de penser aux immigrés, aux réfugiés, ou aux communautés non sédentaires, qui sont tous traités comme dangereux, anormaux, en constituant au mieux un problème à résoudre. Je voudrais y ajouter que c'est souvent la norme territoriale d'Etat-nation elle-même qui produit une sorte de déterritorialisation en efforçant de faire coïncider les frontières étatiques et nationales. L'échec de l'entreprise qui consiste à régler les conflits nationaux par le principe territorial est évident après les cas des migrations forcées, des échanges de populations, des nettoyages ethniques ou des génocides du 20^{ième} siècle.

Après ces considérations préliminaires, il est possible d'esquisser une étude sur les relations entre l'espace et l'appartenance nationale. Si on accepte que l'attache spatiale n'est pas naturelle, on pourra prendre en considération les pratiques d'espace différents qui sont responsables de la construction des lieux et des relations qui s'y attachent. A partir de l'exemple de la Hongrie j'étudie la manière dont des différents acteurs sociaux

ont réagi aux bouleversements qui remettent en question le rapport entre identité et territoire. J'examine donc la production de l'appartenance nationale à l'égard des déplacements spatiaux, et je pose la question de l'identité nationale comme appartenance aux lieux. Les pratiques d'espace sont très diverses et dispersées, je me contente donc de démontrer leur fonctionnement dans la mémoire, qui est constitutive de la construction de l'identité. Les pratiques de localisation produisent des lieux, des patries au sens de heimat, que j'appelle des foyers nationaux. La notion du foyer s'emploie au sens à la fois matériel et virtuel : elle se réfère aux lieux physiques et aussi aux « territoires rhétoriques », c'est-à-dire aux ensembles des lieux discursifs, qui sont familiers dans le langage courant.

A l'occasion de cette communication, j'esquisserai trois terrains d'étude. Premièrement, au niveau public ou étatique, il s'agit de la construction du foyer national à l'égard du bouleversement géopolitique et social posé par la disparition de l'ordre mondial bipolaire. Cette étude comporte l'analyse des commémorations nationales et vise à repérer les pratiques de localisation exercées par les autorités gouvernementales. La série rituelle de ces pratiques, appelée cartographie nationale, produit un espace imaginaire situant les individus comme membres de la nation dans le monde.

Les deux autres terrains d'études contiennent l'analyse des récits de vie. Il s'agit de deux domaines empiriques : des membres de la minorité allemande de la Hongrie, antérieurement déplacés de force à l'étranger ; et des Hongrois vivant dans les pays voisins de la Hongrie (qui s'appellent habituellement « Hongrois d'outre-frontière »). Je dessine donc trois types d'espaces nationalisés : un lieu hongrois produit par les autorités officielles de l'Etat ; des lieux ethnicisés, sur le territoire national ; et des lieux hongrois en dehors de la Hongrie, qui sont des foyers construits par les individus vivant en Slovaquie. J'essayerai de répondre comment l'Etat hongrois exerce la norme territoriale du nationalisme, et de démontrer que les pratiques de localisation peuvent être réappropriées par les individus à l'intérieur de la nation hongroise qui est censée être homogène. Les usages de norme peuvent fonctionner comme instruments de résistance, il s'agit de « techniques de pouvoir » dispersés, saisis par la notion de « gouvernementalité » de Michel Foucault.

La cartographie nationale

La temporalité et la spatialité mythique que les commémorations nationales mettent en œuvre entre 1989 et 2004 se caractérisent par la figure discursive du « retour des Hongrois à l'Europe ». Les narrations mémorielles racontent une histoire selon laquelle la nation hongroise avait fait parti de l'Europe dans le passé, mais à cause des différents facteurs, toujours extérieurs, elle s'est retrouvée en dehors de l'Europe. Cette histoire mythologique s'achève dans l'avenir proche, la nation arrivant à nouveau en Europe, qui veut dire qu'elle devient à nouveau européenne. La catégorie d'Europe renvoie à la fois à un lieu et à un état moral et anthropologique des habitants : être européen veut dire davantage que simplement habiter en Europe, c'est un ensemble de qualités humaines (à l'époque : être pacifique, moderne, civilisé, chrétien, etc.).

Même si la nation hongroise s'est retrouvée isolée de l'Europe dans le passé, elle n'a jamais quitté le territoire qu'elle habite ; elle reste sur place malgré les changements radicaux intervenus durant l'histoire. La cartographie nationale fait donc apparaître la patrie comme le seul endroit permanent et sûr, fruit du sort et non de l'action humaine. En plus, sur la carte qu'elle produit, ce sont les frontières qui se déplacent et non les individus interpellés comme hongrois.

Les commémorations localisent la nation d'aujourd'hui comme étant toujours entre l'Est et l'Ouest. En fait, la carte imaginaire mise en œuvre est un champ de forces. Elle comporte des forces spatiales antagonistes, celle de l'Est et de l'Ouest. Ces forces peuvent prendre des formes différentes. L'Ouest peut être utilisé comme le synonyme de l'Europe (l'Est n'a pas de tel synonyme immuable). Ces deux forces spatiales, en outre, prendraient la forme d'empires (par exemple l'Empire byzantin pour l'Est ou le Saint Empire romain germanique pour l'Ouest). Elles peuvent être remplacées par de grandes puissances (La Russie, l'Union soviétique pour l'Est et l'Empire des Habsbourgs pour l'Ouest etc.), par des peuples, ou par les deux Eglises chrétiennes (orthodoxe pour l'Est et catholique pour l'Ouest).

De cette manière, c'est la frontière entre l'Est et l'Ouest qui se déplace sur la carte dans les narrations commémoratives, au-dessus de la tête des Hongrois. La période entre 1989 et 2004 se représente comme si la nation n'appartiendrait à nulle part, ni à l'Est, ni à

l'Ouest, habitant une tache blanche sur la carte. Cette localisation explique l'impératif de choisir entre les deux côtés, entre l'Est barbare, perdant et coupable, et l'Ouest civilisé, victorieux et innocent.

La cartographie nationale construit la patrie hongroise comme un lieu géographique et atemporelle, qui détermine les actions possibles de la nation dans l'histoire racontée. Ce lieu est la source de l'identité hongroise. La localisation dans l'espace réel, c'est-à-dire géographique, implique que le foyer national peut être situé par une longitude et une latitude. La cartographie nationale assimile donc le caractère naturel de l'emplacement géographique à celui du rapport des gens au sol. Un « corps de nation » est représenté dans l'espace, irréfutablement situé, et déterminé par ce rapport au sol. Quand il est dit que « la nation hongroise s'est sacrifiée sur l'autel de la chrétienté européenne » en faisant la guerre contre les Turcs, ou qu'« elle a versé son sang pour défendre l'Europe », ce sont des références au « corps de la nation ». Par conséquent, l'appartenance nationale est aussi naturelle, les individus figurés (et identifiés comme « Hongrois ») appartiennent à ce corps par nature : ils naissent ici pour mourir ici.

Ainsi, les pratiques de localisation inscrivent l'appartenance nationale dans l'espace.

Elles reproduisent la mosaïque des « cultures nationales » qui sont aussi définies par leurs emplacements spatiaux, comme des blocs intérieurement homogènes et extérieurement bornés. Il entraîne que les qualités, les attitudes, les coutumes des Hongrois, tout procède du lieu où ils vivent. Ce lieu est un foyer national impossible à remettre en question, parce qu'il fait partie de la Nature. C'est pourquoi il peut assurer un sentiment de sécurité aux sujets : la seule solution contre les « menaces » présentées comme telles est de rester hongrois, c'est-à-dire de rester sur place.

Voyons le deuxième terrain.

La muséalisation de soi

Dans l'articulation des différences ethniques, la décomposition du régime communiste a eu une influence aussi cruciale que dans le cas de la représentation culturelle officielle. Pour ceux qui avaient été déportés après-guerre à cause de leur origine allemande, l'ère post-communiste a soulevé deux défis majeurs, avec ses possibilités d'exprimer

librement et politiquement l'appartenance ethnique minoritaire et sa politique de mémoire souvent exclusive et agressive. D'un côté, il fallait qu'ils gardent la mémoire de leur déportation et la faire reconnaître publiquement, et de l'autre, ils devaient pouvoir articuler leur appartenance nationale hongroise. Les considérations suivantes se basent sur les interviews narratives que j'ai menées en Hongrie pendant les dernières années. Je voudrais souligner que les déplacements de population par la force en Europe après la seconde guerre mondiale ont été réalisés selon le paradigme d'Etat-nation moderne. Même si les migrations forcées internationalement supportées étaient censées gérer et prévenir les conflits ethniques et nationaux selon le principe territorial, elles sont devenues la cause des nouveaux conflits. Ce qui m'intéresse maintenant ce n'est pas cette illusion que les conflits nationaux-ethniques peuvent être supprimés à travers la construction d'Etat culturellement et territorialement homogènes : je me concentre plutôt sur les déplacements de population en tant que phénomènes qui remettent en question l'appartenance nationale et provoquent le travail identitaire.

Le fait que toutes les personnes que j'ai rencontrées étaient rentrées, parfois illégalement, « à la maison », rend cette perspective de recherche particulièrement importante. Puisque c'est exactement la maison, au sens physique et figuratif, qui est mise en doute dans ces cas.

Il y a deux contraintes qui influencent la prise de parole à cause de l'historicité du discours. On peut appeler la première contrainte la logique de culpabilité et de justice collective. L'appartenance de ces individus en tant que cause d'expulsion est stigmatisée : être « allemand » ou « sváb » veut dire être nazi qui veut dire être coupable. Il faut donc se dégager d'une certaine façon de ce stigmatisme dans l'articulation de leur appartenance ethnique.

La deuxième contrainte provient du fait que ces gens sont retournés à l'endroit d'où ils avaient été exilés. Cette contrainte problématise leur appartenance à la nation hongroise, qui est mise en doute par leur expulsion : en disant qu'ils sont allemands, ils faut donc qu'ils vivent en Allemagne, ou, dans le cas du *malenkij robot*, il faut qu'ils reconstruisent tout ce qu'ils, c'est-à-dire les Allemands, avaient détruit pendant la guerre en Union soviétique.

Une stratégie identitaire dans ce contexte peut être la muséalisation de soi. Cela veut dire que l'individu construit son passé personnel et familial comme un patrimoine culturel. Dans les narrations de vie étudiées, la migration forcée se construit comme un manque, une perte qu'il faut combler. Le sentiment personnel de la perte s'objective en tant qu'une dépossession matérielle du bien personnel et familial, qui est compensée par la valeur et l'importance culturelle du passé rendu ethnique. On en trouve un bon exemple dans la transformation du foyer paternel en *heimatmuseum*, où se collectionnent les photographes, les objets, les documents familiaux qui sont mis en scène comme la preuve et l'héritage d'une culture ethnique particulière.

La stratégie d'automuséalisation définit donc la relation de soi à son passé selon le principe du patrimoine culturel. A travers cette opération, il est possible de transformer en valeur ce qui a fonctionné comme la cause de l'expulsion, c'est-à-dire l'origine « allemande ». La patrimonialisation du passé personnel et familial à travers la catégorie ethnique n'est rien d'autre que la subversion de la catégorie d' « allemand », c'est-à-dire sa libération du stigmaté.

En même temps, le passé ainsi ethnicisé et valorisé se matérialise dans une localité – la muséalisation de soi est une pratique de localisation. Le foyer ethnique peut être le village d'origine, la maison familiale ou l'environnement direct du sujet. L'histoire de ce « lieu », la filiation familiale et le passé ethnique s'entrelace dans la narration identitaire. Les valeurs du foyer proviennent de l'emplacement absolu et exclusif de la localité : un autre village ne peut pas servir de foyer parce que cela exclurait l'ascendance.

La technologie d'automuséalisation localise la collectivité de « nous » à la fois comme une partie intégrante et distinguable de la nation hongroise (la localité se situe sur la patrie hongroise, mais elle a ses propres frontières). Ainsi, il est possible de rentrer chez soi et, si nécessaire, de maintenir une distance avec l'Etat hongrois compromis par les déplacements de population.

Nous voyons que la technologie de la muséalisation de soi est identique à celle exercée et institutionnalisée par l'Etat, à la différence que le foyer national ne se définit pas par les frontières étatiques. Il s'agit donc d'une réappropriation d'une technologie de pouvoir gouvernementale exercée afin d'imposer la norme territoriale d'Etat-nation, ce que la dispersion mondiale des techniques d'archivage a rendu possible.

Maintenant j'aborde le troisième terrain d'étude.

La remise à distance de la Hongrie

La dissolution de la Monarchie Austro-hongroise a entraîné un déplacement territorial imposé à une population hongroise d'environ trois millions trois cent milles personnes qui se sont trouvées en dehors de la Hongrie et sont devenues minoritaires sur leur terre natale. Elles ont été déplacées sans mouvement. Bien sûr, les individus avec qui j'ai fait des interviews narratives n'ont pas vécu ce changement radical. Ils sont nés bien après, en Slovaquie. Ils ont la citoyenneté slovaque, mais ils se considèrent comme hongrois. C'est un discours dominant en Hongrie qui s'adresse à eux et les en éloigne. Ce discours, qui appelle une certaine population des pays voisins les « Hongrois d'outre-frontière », définit presque exclusivement la politique de diaspora de la Hongrie après 1989. Cette politique se limite à la population qui a été déplacée par les dispositions du traité de Trianon. La notion de « hongrois d'outre frontière » ne renvoie qu'aux individus vivant dans les pays autour de la Hongrie et qui se considèrent ou sont considérés par l'Etat hongrois comme appartenant à la nation hongroise.

L'élément central de ce discours est l'idée de la réunification de la nation. Pour les gouvernements, cela veut dire une unité symbolique avec les Hongrois d'outre frontière, ils n'ont jamais de revendications territoriales à l'égard des pays environnants. Etant donné que l'unité nationale se limite à une sorte de réintégration de la population indigène touchée par le traité de Trianon, les frontières de la nation se définissent par le principe territorial, par un lien conçu comme naturel entre les membre de la nation et le territoire. Cela explique bien le fait que la politique de diaspora de la Hongrie ne soutient que les actions et les organisations qui aident et facilitent le bien-être des hongrois d'outre frontière sur leur terre natale (elle s'appelle la « politique de terre natale »). Ceux qui emménagent en Hongrie n'apparaissent donc pas comme des Hongrois qui rentrent chez eux, mais comme des gens qui quittent leur heimat.

Il n'y a pas d'usage conceptuel cohérent dans ce discours, les dénominations pour la multiplicité interpellés sont différentes : les « hongrois d'outre frontière », les « parties de nation », les « minorités vivant à l'étranger », les « minorités hongroises » etc. Les

tenants de ce discours parlent au nom de la « mère patrie », du « pouvoir protecteur », du « gouvernement » ou de l' « Etat hongrois » etc. Il y a donc toujours deux positions qui s'inscrivent dans ce discours : celle de ceux qui méritent et demandent la protection, la sollicitude et le soutien, qui sont l'objet de la politique de diaspora ; et celle du pouvoir qui prend la responsabilité, qui prend en charge, qui défend et supporte, qui tient les premiers sous sa tutelle. Il s'agit d'un discours colonial et colonisateur : il généralise et uniformise la diversité de la multiplicité interpellée, il la construit comme faible et abandonnée. De cette manière les Hongrois d'outre-frontière se représentent comme différents des Hongrois de la mère patrie. Soit ils sont les « vrais Hongrois », qui ont gardé leur nationalité en dépit des défis de la situation minoritaire, soit des « paysans », soit des parents pauvres qui viennent en Hongrie de l'étranger et enlèvent le travail « à nous ». Même si, selon l'intension, ce discours est intégrateur, et s'efforce d'unifier la nation sur le plan symbolique, il met toujours à distance ceux sur lesquels il parle. Ainsi, il reproduit à nouveau le traumatisme de la rupture de Trianon.

Le référendum sur la double-citoyenneté des Hongrois d'outre-frontière est un bon exemple de cette mise à distance (son idée a été lancée par une organisation, non par le gouvernement). Il a eu lieu en 2004, et a été invalidé à cause d'une trop faible participation (51 pourcent de « oui », 49 de « non »). Le débat public sur le référendum a bien montré comment la question des Hongrois d'outre frontière constitue un enjeu majeur dans le champ politique de la Hongrie. Selon la logique des partisans du vote « oui », ceux qui encouragent au non n'appartiennent pas à la nation : parce que les Hongrois d'outre frontière représentent la vraie nationalité hongroise, ceux qui n'en sont pas solidaires, sont contre l'unité nationale, et donc contre la nation elle-même. En plus, même si le référendum a été invalidé, il s'interprète comme une décision antinationale. Les démarcations politiques deviennent ainsi des démarcations nationales.

En même temps, ce jeu politique a eu des conséquences majeures pour ceux qui sont interpellés comme Hongrois d'outre-frontière, qui sont utilisés à des buts de politique intérieure de la Hongrie. Pour eux, le référendum a été une négation forte de la part de leurs compatriotes. En Hongrie cela peut être interprété à nouveau comme un autre signe de leur abandon, qui exige la protection, qui accroît leur valeur comme des victimes

nationales etc. C'est la spirale nationalisatrice du discours qui met toujours à distance ceux qu'il veut soi-disant intégrer.

Une réaction stratégique vis-à-vis le déplacement de ce discours est la contre-démarcation, une construction d'appartenance hongroise qui, à travers l'organisation de l'espace, se distingue de celle qui s'impose de la part de la Hongrie. Cette différence s'inscrit dans l'espace : c'est justement le lieu d'appartenance qui démarque de la Hongrie et ainsi de la nation hongroise unifiée. En effet les foyers nationaux que les pratiques de localisation des narrations mémorielles construisent, se situent en dehors de la Hongrie. Il est donc possible d'y appartenir, c'est-à-dire rester hongrois, et de refuser la relation colonisatrice venant de la politique en Hongrie.

Ces foyers nationaux se situent géographiquement à l'intérieur de la Slovaquie, en refusant la catégorie abstraite de Hongrois d'outre-frontière qui ne fait pas la différence entre les Etats de résidence. Mais ce qui est important, c'est la localisation à l'égard de la Hongrie. Le refus d'identification aux Hautes Terres en fait partie, soit le territoire complet découpé de la Hongrie au profit de la Tchécoslovaquie par le traité de paix de Trianon. Les foyers nationaux peuvent se construire sur la base d'un village, d'une microrégion, d'un département ou de la Slovaquie toute entière.

Il est important que les opérations discursives de localisation réalisent la même sorte de construction de foyer national que le discours sur les Hongrois d'outre-frontière impose, ce qui se définit surtout par l'idée de la terre natale géographiquement définie et de la langue maternelle conçue comme une propriété culturelle. En plus de la frontière tracée entre le « nous » et la nation hongroise, il s'agit de la subversion de la relation « hongro-hongroise » imposée par les autorités gouvernementales de la Hongrie. Ce rapport colonisateur se retourne : tandis que la collectivité de « nous » s'apprécie, « la Hongrie » se dévalue. En disant, par exemple, que « nous sommes mieux que vous, parce que nous sommes bilingues, spéciaux ou plus hongrois », et que la nation hongroise, c'est-à-dire de la Hongrie, et matérialiste, économiquement en baisse, politiquement divisée à l'extrême, où les Hongrois se disputent tout le temps sur n'importe quoi.

Paradoxalement, c'est le discours sur les Hongrois d'outre-frontières qui est responsable de la dévaluation de la Hongrie. Il met en œuvre une logique culturelle qui définit l'appartenance nationale comme un destin minoritaire sur la terre natale, et en même

temps, elle applique la catégorie de Hongrois d'outre-frontière comme l'étalon d'être hongrois dans les luttes de politique intérieure. Ainsi, elle met en cause elle-même la valeur absolue de l'identité hongroise : si celle-ci peut servir de sujet de luttes des camps politiques, cela veut dire qu'être hongrois en Hongrie est une question de préférence politique et non une question du sors.

Conclusion

Je voudrais terminer par quelques remarques rapides. J'ai démontré que la nation peut se construire comme un foyer national différent de l'Etat-nation dans l'usage discursif. Les pratiques de localisation peuvent assurer un sentiment de sécurité ontologique à l'individu par la naturalisation du lien d'appartenance nationale. De plus, elles peuvent être réappropriées par des acteurs sociaux même contre l'Etat-nation qui exerce son contrôle parmi d'autres en imposant l'idéal de l'homogénéité territoriale et culturelle de la nation. La technologie de localisation peut servir à résister contre la norme territoriale d'Etat-nation, transformer le principe gouvernemental étatique en principe de gouvernement de soi-même. Dans l'étude que j'ai esquissée tout à l'heure, la résistance se fait par la reproduction de la naturalité de l'appartenance à un lieu qui définit la collectivité de « nous » – ainsi cette résistance aussi implique le repli national, une fermeture qui représente un intérêt pour l'Etat-nation. Dans la représentation culturelle étudiée, la nation peut non seulement réagir aux défis extérieurs, mais aussi intérieurs qu'elle-même reproduit. On peut appeler le processus selon lequel elle fait jouer les défis auxquels elle trouve la solution la dialectique culturelle du nationalisme.